



Pierre VALENTIN

L'IDÉOLOGIE WOKE

1 ANATOMIE DU WOKISME

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juillet 2021

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org



Edvard Munch, *Eye in Eye*, 1899–1900.

L'IDÉOLOGIE WOKE

1. ANATOMIE DU WOKISME

Pierre VALENTIN

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête *Démocraties sous tension*, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
Origine du mot, définition, mutation vers l’anathème	
I. LE SYSTÈME DE PENSÉE WOKE.....	11
1. Une assertion postmoderne : le savoir résulte du pouvoir, non de la connaissance.....	11
2. Les trois étapes de la philosophie postmoderne.....	13
3. Les branches académiques.....	14
4. La matrice intersectionnelle.....	15
5. La récusation de la norme par l’exception.....	16
6. Des concepts philosophiques et sociologiques aux méthodes d’action.....	17
7. La stratégie virale.....	18
II. LES CONDITIONS CULTURELLES ET SOCIALES DE L’ÉMERGENCE DU WOKISME.....	19
1. Contre la culture de l’honneur et contre la culture de la dignité : la promotion d’une culture de la victimisation.....	19
2. Promouvoir l’intervention de tierces personnes pour la gestion des griefs.....	20
3. Atomisation sociale et bureaucratisation des rapports sociaux.....	24
III. LA PSYCHOLOGIE DU MILITANT WOKE.....	25
1. Une dérive éducative : surprotection et <i>safetyism</i>	25
2. La psychologisation des griefs.....	27
3. Exposition aux écrans, troubles psychologiques et wokisme.....	28
IV. LES CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES DU WOKISME.....	30
1. Accentuation des troubles psychologiques.....	30
2. Un complotisme favorisant l’intolérance aux désaccords.....	31
3. Théories infalsifiables, biais de confirmation et raisonnements circulaires.....	32

RÉSUMÉ

Le début des années 2010 a vu surgir un phénomène qui s'est lui-même nommé « woke ». Être « woke » signifie être « éveillé ». Il s'agit ici d'être éveillé aux injustices que subissent les minorités dans les pays occidentaux. Par certains aspects, cette idéologie procède du postmodernisme. Elle connaît une forte progression. L'émergence de cette nouvelle culture morale, dans laquelle le statut de victime devient une ressource sociale, requiert certaines conditions, parmi lesquelles on trouve, notamment, une atomisation sociale et un niveau de diversité ethnique et sexuelle élevé. La bureaucratisation et la juridisation de la société jouent également comme des facteurs essentiels, assurant la reconnaissance de ce statut de victime par des tiers détenteurs de l'autorité et permettant d'imposer un véritable « ordre woke ».

Ces conditions sont toutes plus ou moins présentes dans les sociétés occidentales mais plus particulièrement sur le campus des universités américaines, là où le « wokisme » y est le plus influent. Le plus souvent, les militants sont issus de familles aisées. Enfants, ils ont connu de trop brefs moments de jeu libre et sans surveillance. Adultes, ils peinent à se débarrasser de l'habitude prise consistant à rechercher une autorité instituée en cas de conflit avec une autre personne au lieu de le régler directement eux-mêmes. L'une des conséquences est la croissance d'une bureaucratie universitaire chargée de poursuivre et de prolonger cet état de surprotection.

Certains observateurs parient sur le fait que ce mouvement, porté essentiellement par des jeunes, reste circonscrit aux universités américaines. Cependant, force est de constater qu'il progresse rapidement, à la fois à l'extérieur des campus et en dehors des États-Unis.

L'IDÉOLOGIE WOKE

1. ANATOMIE DU WOKISME

Pierre VALENTIN

Étudiant en master science politique à l'université Paris-2 Panthéon-Assas,
diplômé en philosophie et politique de l'université d'Exeter (Royaume-Uni).

INTRODUCTION

Origine du mot, définition, mutation vers l'anathème

Depuis les années 1970, l'université américaine d'Evergreen observait une tradition baptisée « Jour d'absence », au cours de laquelle les professeurs et les étudiants non blancs quittaient le campus et se réunissaient ailleurs. L'acte cherchait à rappeler à quel point les non-blancs étaient précieux dans la vie du collège. Mais, en 2017, les organisateurs ont inversé les choses et ont exigé que les professeurs et les étudiants blancs quittent le campus. Un professeur de biologie, Bret Weinstein, s'y est opposé, jugeant qu'il y avait une distinction fondamentale entre un groupe qui décide de ne pas venir sur le campus de sa propre initiative et un groupe qui oblige l'autre à ne pas y venir. Ce professeur progressiste se trouva immédiatement confronté à la colère des étudiants, à diverses mesures de rétorsion et à des agressions quotidiennes, et dut subir l'hostilité de l'administration universitaire. Craignant pour leur sécurité, le professeur et sa compagne furent contraints de quitter les lieux définitivement¹.

De nombreux observateurs se sont depuis penchés sur ce type de phénomène, qui a été désigné peu à peu par le terme « woke ». Si certains n'ont vu au départ dans cet événement qu'un fait propre aux campus américains, force est de constater que des comportements que l'on croyait circonscrits aux universités des États-Unis se sont déversés dans nombre de nos sociétés occidentales. En effet, depuis l'été 2020, à la suite de la mort de George Floyd fin mai, le phénomène s'est étendu et intensifié en même temps que le mouvement « Black Lives Matter » prenait une place médiatique considérable. Face à cette nouvelle culture morale, beaucoup expriment dorénavant une forme d'incompréhension, voire d'inquiétude.

1. Pour un bon résumé des événements d'Evergreen, voir Douglas Murray, *The Madness of Crowds. Gender, Race and Identity*, Bloomsbury Publishing, 2019, p. 128-132. En français, voir « Evergreen : un cas d'école du fanatisme progressiste », Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, 16 janvier 2021 [<http://decolonialisme.fr/?p=1140>].

Un petit retour en arrière sur l'expression *being woke* s'impose. Cette expression s'est d'abord popularisée aux États-Unis dans la communauté afro-américaine, où elle fait des apparitions sporadiques tout au long du XX^e siècle. Mais il faut attendre 2008 pour voir le terme accéder à la notoriété, grâce au morceau de RnB *Master Teacher* d'Erykah Badu². Pendant le refrain, la musicienne Georgia Anne Muldrow clame : « I stay woke » (« Je reste éveillée ») et, lors d'un entretien réalisé en 2018, elle explique : « Être woke est définitivement une expérience noire [...]. [C'est] comprendre ce que vos ancêtres ont traversé. Être en contact avec la lutte que notre peuple a menée ici et comprendre que nous nous battons depuis le jour où nous avons atterri ici³. » Si le terme vient se détacher partiellement des luttes afro-américaines lorsque Erykah Badu soutient en 2012 les actions de Pussy Riot, il ne se propage de manière significative qu'à partir du moment où le mouvement Black Lives Matter s'en empare en 2013 et 2014⁴.

Contrairement à ce que l'on peut lire très souvent, le terme « woke » n'est donc pas *d'abord* un anathème créé par ses adversaires mais une auto-désignation. Son caractère péjoratif ne se développera que progressivement, dans les feux de la critique. D'ailleurs, en 2016, le documentaire sur le mouvement Black Lives Matter réalisé avec certains membres du mouvement s'intitulait *Stay Woke: The Black Lives Matter Movement*⁵. En 2018, le quotidien *Le Monde* considérait encore qu'« être *woke* » avait plus ou moins pour synonyme « être cool » dans la culture noire américaine⁶.

Ce terme se prête également à une définition relativement précise. Radio-Canada, par exemple, utilise la définition suivante : « Dans un contexte de combat en matière de justice sociale, cette expression définit quelqu'un qui est sensibilisé aux injustices qui peuvent avoir lieu autour de lui. On utilise souvent cette expression en opposition à "être endormi", soit ne pas être éduqué sur les enjeux socio-économiques et sur les questions raciales⁷. »

La présente note vise à présenter dans les grandes lignes le système de pensée woke et les conditions culturelles et sociales de son émergence, ce qui conduit à prendre en compte les travaux éclairant la psychologie de ses militants.

2. À écouter sur www.youtube.com/watch?v=IJZq9rMz02c.

3. Cité in Elijah C. Watson, « The Origin Of Woke: How Erykah Badu And Georgia Anne Muldrow Sparked The "Stay Woke" Era », [okayplayer.com](https://www.okayplayer.com/2018), 2018 [trad. de l'auteur] [www.okayplayer.com/originals/stay-woke-history-georgia-anne-muldrow-erykah-badu-master-teacher.html].

4. Pour un bon résumé sur les origines du mot, voir « Qu'est-ce que le woke ? 2. Les origines », [ctrlzmag.com](https://ctrlzmag.com/serie-quest-ce-que-le-woke-2-les-origines/), 25 février 2021 [<https://ctrlzmag.com/serie-quest-ce-que-le-woke-2-les-origines/>].

5. *Stay Woke: The Black Lives Matter Movement*, réalisation Laurens Grant, 2016 [à voir sur www.youtube.com/watch?v=eloYtK0qxeU].

6. Voir Marc-Olivier Bherer, « Ne soyez plus cools, soyez "woke" », *lemonde.fr*, 3 mars 2018 [www.lemonde.fr/m-perso/article/2018/03/03/le-woke-mot-d-ordre-de-la-vigilance_5265097_4497916.html].

7. Cité in Mathieu Bock-Côté, *La Révolution raciale et autres virus idéologiques*, Presses de la Cité, 2021, p. 72.

I. LE SYSTÈME DE PENSÉE WOKE

Cette section abordera brièvement le système de pensée du mouvement woke. L'ouvrage *Cynical Theories* de Helen Pluckrose et James Lindsay publié en 2020⁸ est le plus complet sur ce sujet. Les deux auteurs s'étaient déjà fait connaître en 2018 pour leurs canulars académiques réalisés avec Peter Boghossian qui visaient à décrédibiliser certaines revues postmodernes, une opération baptisée « Sokal au carré » en référence à la même supercherie mise en œuvre par Alan Sokal et Alan Bricmont dans les années 1990⁹. Selon Lindsay et Pluckrose, le wokisme est un enfant paradoxal de la pensée postmoderne.

1. Une assertion postmoderne :

le savoir résulte du pouvoir, non de la connaissance

Le mouvement woke repose sur une approche postmoderne du savoir caractérisée par « un scepticisme radical quant à la possibilité d'obtenir une connaissance ou une vérité objective¹⁰ ». Symétriquement, il défend « l'idée selon laquelle la société est formée de systèmes de pouvoir et de hiérarchies qui décident de ce qui peut être su et comment¹¹ ».

On retrouve ici l'influence de Michel Foucault et de l'un de ses thèmes de réflexion de prédilection associant le pouvoir et le savoir : « Il faut plutôt admettre que le pouvoir produit du savoir (et pas simplement en le favorisant parce qu'il le sert ou en l'appliquant parce qu'il est utile) ; que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir¹². »

La problématique « savoir-pouvoir » se révèle déterminante pour comprendre les racines de la philosophie woke. Selon ce point de vue, le savoir déployé au nom des progrès de la connaissance serait en réalité une expression du pouvoir. Face à la production d'une connaissance, d'un savoir, les questions qui se posent doivent donc devenir : d'où provient ce savoir et à qui profite-t-il ? La problématique « savoir-pouvoir » assure la cohérence

8. Helen Pluckrose et James Lindsay, *Cynical Theories. How Activist Scholarship Made Everything about Race, Gender, and Identity – and Why This Harms Everybody*, Pitchstone Publishing, 2020 [les passages de cet ouvrage cités dans cette note sont des traductions proposées par l'auteur].

9. Voir Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Odile Jacob, 1997 ; 2e éd., 1999.

10. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 30.

11. *Ibid.*

12. Michel Foucault, *Surveiller et punir* [1975], in *Œuvres, II*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2015, p. 288-289.

entre les deux principes postmodernes car si l'on accepte que savoir et pouvoir sont indissociablement liés, alors il en découle l'idée que c'est en réalité le pouvoir qui décide de ce qui peut et doit être su, et non la science. Toute connaissance n'est donc que l'expression du pouvoir à l'œuvre, d'où le scepticisme radical de la pensée woke quant à la possibilité de produire des connaissances objectives.

Selon Pluckrose et Lindsay, le postmodernisme se caractérise par quatre thèmes :

– le **brouillage des frontières** y occupe tout d'abord une place de choix : toute distinction, séparation ou classification est relativisée et rendue compliquée, dans le but affiché de dénier une véritable pertinence à quelque catégorie que ce soit, ce qui permet de perturber les systèmes de pouvoir. Ici aussi la pensée de Foucault, mais également celle de Jacques Derrida, surgit puisque, pour eux, une distinction masque généralement une hiérarchisation ; celui qui distingue les catégories hommes-femmes, par exemple, cherche à légitimer la domination des premiers sur les secondes. Pour Derrida, les binaires sont des structures de pouvoir qui oppriment et doivent donc être déconstruites, car « une opposition de concepts métaphysiques (par exemple, parole/écriture, présence/absence, etc.) n'est jamais le vis-à-vis de deux termes, mais une hiérarchie et l'ordre d'une subordination¹³ ». Il faut donc déconstruire ces distinctions et les flouter ;

– le deuxième thème est le **pouvoir accordé au langage**, censé construire plus ou moins entièrement notre perception du réel. Ce thème apparaît sous la plume de Heidegger mais aussi de Derrida, dans ses ouvrages *De la grammatologie*, *Écriture et Différence*, et *La Voix et le Phénomène*. Comme le rappellent Pluckrose et Lindsay, dans ses travaux « Derrida rejette l'idée de bon sens selon laquelle les mots se réfèrent directement aux choses dans le monde réel. Au contraire, il insiste sur le fait que les mots ne se réfèrent qu'à d'autres mots et à la manière dont ils diffèrent les uns des autres, formant ainsi des chaînes de "signifiants", qui peuvent partir dans toutes les directions sans aucun point d'ancrage¹⁴ ». Ici, une séparation nette entre les discours et la réalité objective (le point d'ancrage) est implicite ;

– le troisième thème, le **relativisme culturel**, postule l'impossibilité de classer une culture comme supérieure ou inférieure à une autre. Il faut noter que Pluckrose et Lindsay oublient de préciser à ce stade que, parmi les différentes branches de la pensée postmoderne, la pensée décoloniale fera un usage paradoxal de ce thème, postulant parfois de manière plus

13. Jacques Derrida, « Signature, événement, contexte », communication au Congrès international des Sociétés de philosophie de langue française, Montréal, août 1971, p. 19 [<https://laboratoirefig.fr/wp-content/uploads/2016/04/SIGNATURE.pdf>]. Le même thème est également exploré dans son ouvrage d'entretiens *Positions*, Éditions de Minuit, 1972.

14. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 40.

ou moins voilée une infériorité de la culture occidentale par rapport aux cultures « indigènes ». Pierre-André Taguieff note par exemple que « la relativisation décoloniale s'arrête à l'islam, placé hors des formes culturelles critiquables, sanctuarisé comme intouchable, [...] le seul véritable "agent révolutionnaire" dans le monde contemporain¹⁵ » ;

– le dernier thème est celui de **l'éviction de l'individu et de l'universel**, tous deux perçus comme des fictions issues des Lumières, masques de la domination blanche. Pour Pluckrose et Lindsay, chez les postmodernes, « le concept d'universel [...] est au mieux naïf. Dans le pire des cas, il s'agit simplement [...] d'une tentative d'imposer les discours dominants à tous¹⁶ ». Quant à l'individu libre et rationnel décrit par la modernité, il n'est en réalité que le résultat illusoire des structures de pouvoir et de leurs discours.

2. Les trois étapes de la philosophie postmoderne

Pluckrose et Lindsay résument l'évolution de la pensée postmoderne en trois étapes. La première, pendant les années 1960-1970, est celle du postmodernisme *descriptif* qui rejette les métarécits, comme le marxisme ou le christianisme, et se contente de déconstruire les discours dans lesquels seraient cachées des structures de pouvoir en évitant d'émettre des propos trop ouvertement normatifs. Au milieu des années 1980, cette grande phase de déconstruction s'essouffle, et beaucoup y voient encore aujourd'hui la fin du premier postmodernisme. Or, selon ces auteurs, c'est à ce moment-là que le postmodernisme a muté, sa forme originale étant vouée à s'autodétruire.

Dans une deuxième étape, de la fin des années 1980 à 2010, les textes deviennent normatifs, et la déconstruction se transforme en un système d'injonction morale. Devant les décombres laissés par les déconstructeurs précédents, les nouveaux postmodernes se voient contraints de reconstruire un monde, supposé meilleur, tout en restant fidèles à leurs principes et à leurs thèmes. C'est dans l'abandon du scepticisme radical que le postmodernisme originel sera modifié. Il s'agit alors de réduire sa portée intellectuelle pour accroître son pouvoir politique. Ce travail se fera notamment avec l'aide de Kimberlé Crenshaw, théoricienne de l'« intersectionnalité », en accordant une place inédite à l'idée d'un pouvoir omniprésent et source de corruption morale, aux catégories d'opresseur et d'opprimé, qui sont admises comme des réalités objectives, de même que la discrimination, dont la réalité n'est pas contestée. La féministe Mary Poovey notera également que si les méthodes de déconstruction permettent de saper les stéréotypes

15. Pierre-André Taguieff, *L'Imposture décoloniale. Science imaginaire et pseudo-antiracisme*, Éditions de l'Observatoire, 2020, p. 52.

16. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 42.

de genre, une vision trop radicale de la déconstruction pourrait empêcher la catégorie « femme » d'exister. Or, pour défendre la femme opprimée contre l'homme qui l'opprime, il faut que ces catégories aient un sens et ne soient pas dissoutes par le scepticisme¹⁷.

La troisième et dernière étape, celle du wokisme tel qu'il s'observe aujourd'hui, a débuté autour de 2010, et se voit désigné du nom de « postmodernisme réifié » (ou « concrétisé ») par Pluckrose et Lindsay. Ce qui s'était amorcé dans les années 1960-1970 comme une critique des métarécits devient à son tour un métarécit, qui discerne dans la déconstruction d'une réalité jugée « problématique » la condition de l'émancipation des minorités et de « l'Autre » sous toutes ses formes. Ici, la boucle est bouclée car ce qui a commencé sous la forme de descriptions (première étape) et qui a muté pour devenir des injonctions (deuxième étape) se termine sous la forme d'injonctions dissimulées dans des descriptions (troisième étape). Les prémisses morales du postmodernisme deviennent invisibles aux yeux de ses adeptes car trop évidentes. Le ton change en conséquence au fur et à mesure qu'ils pensent parler de faits établis et non de théories. C'est ainsi que, par exemple, la théorie critique de la race (*critical race theory*, ou CRT), l'une des branches les plus populaires du wokisme, ne se demande plus si du racisme existe dans une certaine interaction sociale (une évidence, à leurs yeux), mais bien *comment* celui-ci se manifeste¹⁸. Une fois plongés dans ce paradigme, leur survie académique dépendant de leur capacité à dénicher des injustices raciales invisibles au commun des mortels, ces théoriciens sont contraints d'en « découvrir » de multiples autres. C'est la dernière étape du postmodernisme. Elle marque le moment où ces idées franchissent le mur des départements de sciences sociales en occupant progressivement des médias, des entreprises et, plus globalement, l'espace public américain et, de plus en plus, occidental.

3. Les branches académiques

Les études postcoloniales sont assez bien résumées par Pierre-André Taguieff : « Sous la présupposition que l'héritage colonial – cognitif, culturel, et sociopolitique – est partout, l'impératif décolonial est ainsi formulable : tout déconstruire pour tout décoloniser¹⁹. » Le tout afin de sauver l'Autre, lequel prend ici essentiellement la forme de l'étranger, de l'immigré et de la minorité ethnique.

17. Voir Mary Poovey, « Feminism and Deconstruction », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 1, été 1988, p. 51-65.

18. Voir Heather Bruce, Robin DiAngelo, Gyda Swaney (Salish) et Amie Thurber, *Between Principles and Practice: Tensions in Anti-Racist Education*, Race and Pedagogy National Conference, University of Puget Sound, septembre 2014 (https://soundideas.pugetsound.edu/race_pedagogy/23/).

19. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, p. 132.

La théorie *queer*, dont la figure la plus connue est Judith Butler, promeut l'idéal de fluidité dans les notions de genre afin de rompre la rigidité des catégories comme celle de l'« homme » ou de la « femme » – auxquelles sont pourtant attachées certaines féministes – qui sont source d'oppression et même de totalitarisme. Sera *queer* ce qui n'est pas catégorisable sous la forme d'un binaire, à savoir toute personne homosexuelle, bisexuelle, pansexuelle, transgenre, non binaire ou aux attributs combinés de cette série et tout autre membre de la communauté LGBTQ. Tout peut devenir *queer*, à condition, selon l'un de ses théoriciens, David Halperin, « d'être en opposition avec la norme, le légitime, le dominant²⁰ ».

La théorie critique de la race est née dans les années 1970 mais n'a pris de l'ampleur que dans les années 1980-1990. Elle postule un rejet de la vision libérale et universaliste qui se veut *colorblind* (aveugle aux couleurs). Pluckrose et Lindsay la résumant ainsi : « Le racisme est présent partout et à tout moment, et agit de manière soutenue au détriment des personnes de couleur, qui en sont conscientes, et au profit des personnes blanches, qui ont tendance à ne pas l'être, comme le permet leur privilège²¹. » Le penseur woke Ibrahim X. Kendi dira même : « L'individu aveugle à la couleur, en refusant de voir la race, ne voit pas le racisme et tombe dans une passivité raciste. Le langage de cette cécité à la couleur – tout comme le langage du “pas raciste” – est un masque pour cacher le racisme²². »

4. La matrice intersectionnelle

De la théorie critique de la race naîtra en 1989 le concept d'« intersectionnalité » promu par Kimberlé Crenshaw. L'idée est qu'il est possible de discriminer ou de subir des discriminations selon plusieurs axes, comme un individu au milieu d'un carrefour pourrait être percuté par des voitures provenant de différents côtés²³. Ainsi, l'homme blanc homosexuel est moins opprimé par la société que la femme noire lesbienne handicapée car il est par ailleurs dominant sur plusieurs axes (homme, de race blanche), contrairement à la femme. Il n'y a pas, par principe, de limite au nombre d'axes de domination, et les militants ne se privent pas d'en rajouter, ce concept se révélant particulièrement riche en nouvelles discriminations à analyser, permettant de multiplier les raisons d'accéder au statut de victime.

20. Cité in Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 95.

21. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 120.

22. Ibrahim X. Kendi, *Comment devenir antiraciste*, trad. Thomas Chaumont, Alisio, 2020, p. 19.

23. Voir Kimberlé Crenshaw, « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, juillet 1991, p. 1241-1299 (<http://blogs.law.columbia.edu/critique1313/files/2020/02/1229039.pdf>).

Cette notion s'est rapidement répandue, notamment chez les féministes. L'identité ethnique et sexuelle prenant une immense importance, savoir « d'où l'on parle » (une injonction déjà très présente lors des événements de Mai-68) devient une clé. Selon Pluckrose et Lindsay, « en 2006, le féminisme au sein des études de genre en est venu à s'appuyer sur quatre principes fondamentaux : 1. Le genre joue un rôle très important dans la manière dont le pouvoir est structuré dans la société ; 2. Le genre est socialement construit ; 3. Les structures de pouvoir liées au genre privilégient les hommes ; 4. Le genre se combine avec d'autres formes d'identité²⁴ ».

Parmi les axes de domination dans le schéma intersectionnel, les plus récents sont ceux du surpoids et du handicap. Les penseurs des *disability studies* ne perçoivent pas le handicap comme quelque chose d'individuel mais comme un concept imposé par une société malveillante, et traitent de « validistes » ceux qui pensent qu'il y aurait une norme physique humaine. Dans leur logique, il ne faudrait pas chercher à guérir le handicap car ce désir impliquerait une hiérarchisation et dissimulerait même la volonté de vouloir éradiquer les handicapés (et pas seulement le handicap, distinction qu'ils brouillent). Pluckrose et Lindsay notent que, chez ces penseurs, « le souhait exprimé de prévenir ou de guérir le handicap est souvent reformulé de manière choquante comme un souhait que les personnes handicapées (et non leur handicap) puissent ne pas exister – un stratagème cynique qui joue sur les mots²⁵ ». Face à la lame de fond que semble représenter la forte augmentation des troubles mentaux dans les jeunes générations (*voir la partie III de cette note*), il se révèle difficile de déterminer si la prolifération récente des *disability studies* qui cherchent à les « normaliser » joue un rôle de cause ou de conséquence.

5. La récusation de la norme par l'exception

Dans ces différentes « disciplines », la mouvance woke opère toujours de la même façon, en rejetant la validité d'une norme sociale, morale ou scientifique par la mise en avant de l'exception à celle-ci, dans le prolongement du relativisme culturel. La mouvance *queer* est la plus explicite dans cet objectif, la fluidité permettant de récuser toutes les catégories et normes, « oppressives » par nature. C'est d'ailleurs à ce titre que Judith Butler encourage le fait de ne pas définir le postmodernisme, afin de le préserver du piège de la catégorisation.

Ce refus de toute norme est plus évident encore chez les partisans des *fat studies*, qui réduisent l'injonction à soigner les formes d'obésité dite sévère ou morbide à une pure construction sociale – la preuve d'un

24. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 155.

25. *Ibid.*, p. 166.

nutritionnisme omniprésent – au service des dominants. La médecine étant formelle sur les liens entre le surpoids et les risques pour la santé, celle-ci est dépeinte comme une stratégie pour opprimer des marginalisés.

Le schème est identique, quel que soit le sujet : commencer par dénicher une norme ou un idéal mis en avant – dans le cas des *fat studies*, celui d'essayer d'être en bonne santé –, puis mettre constamment en avant des individus qui sont en dehors de cet idéal – des personnes en surpoids, par exemple –, en insistant sur leur souffrance en tant que personnes marginalisées. L'idéal ou la norme apparaît alors progressivement indéfendable moralement, surtout lorsque l'on ajoute que ceux qui se conforment à cette norme jouissent de leur statut d'opresseurs. Le relativisme de ces intellectuels militants leur permet ensuite de balayer tous les contre-arguments moraux ou scientifiques, réduits à des complots à l'encontre de la « communauté marginalisée » – les termes « systémique » ou « structures de pouvoir » ne les obligent pas nécessairement à identifier nommément des comploteurs. Toutefois, le recours à un argument *ad hominem* n'est pas à exclure car si quelqu'un s'oppose à ces thèses, c'est qu'il est au mieux naïf (ayant grandi dans cette culture toxique, il n'est pas capable de la percevoir comme telle) ou, au pire, malveillant (car il souhaite sciemment se défendre pour continuer à jouir de sa position de dominant). La possibilité d'un désaccord sincère, étayé et désintéressé est ainsi dès le début désactivée.

6. Des concepts philosophiques et sociologiques aux méthodes d'action

De son propre aveu, la pensée woke manie des concepts pour les effets qu'ils vont *produire* plus que pour leur pertinence *en soi*. En d'autres termes, elle défend rarement des principes mais plutôt des méthodes. Ainsi, la cohérence interne d'une pensée peut devenir secondaire car la chose réellement importante sera de faire avancer la cause globale. Il est ainsi tout à fait légitime de faire exister un concept sous une forme incohérente, contradictoire ou mal définie s'il permet la progression d'une finalité jugée bonne et s'il a des chances d'être défendu.

La cohérence peut même parfois se muer en inconvénient. Eve Kosofsky Sedgwick, figure importante de la philosophie *queer*, met ainsi en valeur la contradiction et l'incohérence pour leur faculté à rendre le mouvement qu'elle défend plus difficile à cerner²⁶. Une éminente théoricienne de la mouvance postcoloniale, Gayatri Chakravorty Spivak, fait quant à elle l'éloge de la notion d'« essentialisme stratégique », c'est-à-dire d'une approche visant à essentialiser tel ou tel groupe marginalisé en fonction de situations jugées

26. Voir Eve Kosofsky Sedgwick, *Épistémologie du placard* [1991], Éditions Amsterdam, 2008.

politiquement opportunes afin de mieux résister aux « colonisateurs²⁷ », les contradictions internes devenant là aussi une question secondaire. Cet essentialisme stratégique reflète ce que Pierre-André Taguieff appelle la « xénophilie sélective » des militants décoloniaux²⁸.

Sachant qu'il est plus facile de faire adhérer à un principe plutôt qu'à une méthode, les militants, qui ont appris à ne pas surestimer l'importance de la cohérence logique, ont tendance à formuler ces méthodes comme des principes. On pourrait croire, par exemple, que la diversité est défendue en tant que telle, mais il n'y a pas le choix dans ce logiciel pour qu'un penseur ou un militant woke se plaigne un jour, au nom du principe de la diversité, qu'il n'y ait pas assez d'hommes blancs (ou hétérosexuels) dans un pays, un quartier ou une institution. Si la diversité était réellement chérie *en soi*, ce comportement devrait pourtant s'observer de temps à autre. Son absence révèle en creux l'approche conséquentialiste de ces militants, le discours diversitaire ne s'avérant être qu'un moyen pour la « déblanchisation » de la société. C'est ainsi qu'il faut comprendre les propos d'Houria Bouteldja, la fondatrice du Parti des indigènes de la République : « Notre simple existence, doublée d'un poids démographique relatif (1 pour 6) africanise, arabise, berbérise, créolise, islamise, noirise, la fille aînée de l'église [*sic*], jadis blanche et immaculée²⁹. » L'affaiblissement (voire la disparition) des personnes considérées « dominantes », c'est-à-dire l'ensemble des Occidentaux blancs, est donc la finalité réelle, et la défense apparente de la diversité en tant que principe n'est qu'une stratégie en vue de cette fin.

7. La stratégie virale

Avec cette approche stratégique des concepts – un bon concept est un concept qui engendre de « bons » effets –, il n'est pas surprenant de constater que les penseurs woke se théorisent eux-mêmes *positivement* comme des diffuseurs de virus. Les auteurs d'un article académique de 2016 comparent le féminisme à des maladies comme l'Ebola ou le sida dans le but de répandre leur conception du féminisme comme un virus capable de résister aux défenses immunitaires des organismes et de motiver des étudiants activistes à se métamorphoser en porteurs de ce dernier³⁰.

27. Cité in Alan Sokal, *Pseudosciences et Postmodernisme. Adversaires ou compagnons de route ?*, Odile Jacob, 2005, p. 111.

28. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, p. 41.

29. Houria Bouteldja, « Élisabeth, va t'faire intégrer », indigenes-republique.fr, 16 septembre 2009 (<http://indigenes-republique.fr/elisabeth-va-tfaire-integrer/>).

30. Voir Breanne Fahs et Michael Karger, « Women's Studies as Virus: Institutional Feminism, Affect, and the Projection of Danger », *Géneros*, vol. 5, n° 1, février 2016, p. 929-957 (<https://hipatiapress.com/hpjournals/index.php/generos/article/view/1683>).

Cette vision se retrouve déjà dans l'œuvre de Jacques Derrida, qui résumait ses propres travaux comme une « parasitologie, une virologie³¹ ». Pour qu'un virus infecte son hôte, il lui faut apprendre à l'imiter avant de le subvertir de l'intérieur, une métaphore que l'on retrouvera lorsqu'il s'agira d'étudier la capacité de ces militants à prendre le contrôle de certaines institutions.

II. LES CONDITIONS CULTURELLES ET SOCIALES DE L'ÉMERGENCE DU WOKISME

L'émergence de la pensée woke a requis certaines conditions sociologiques. Ces dernières ont été notamment étudiées par les sociologues Bradley Campbell et Jason Manning, dans un ouvrage paru en 2018³². Le terme « woke » y apparaît peu, car ils lui préfèrent celui de « culture de la victimisation », qu'ils jugent plus pertinent pour leur approche.

1. Contre la culture de l'honneur et contre la culture de la dignité : la promotion d'une culture de la victimisation

Selon Campbell et Manning, la culture de la victimisation se différencie aussi bien de la culture de l'honneur que de la culture de la dignité. Ces deux dernières dominaient respectivement les sociétés traditionnelles et la modernité. La culture de l'honneur valorise le fait de défendre vigoureusement son honneur, souvent en provoquant en duel son adversaire ; elle répugne à recourir à la loi et à des tierces personnes pour régler ses différends. La culture de la dignité, elle, pousse à ne pas s'offenser pour des vétilles et à régler ses désaccords par le truchement de la justice dans les seuls cas où ils le méritent. À l'opposé, la culture de la victimisation encourage la capacité à s'offenser, à régler ses conflits à travers les interventions de tiers ; le statut de victime fait l'objet d'une sacralisation.

31. Jacques Derrida, in Peter Brunette et David Wills, « The Spatial Arts, an interview with Jacques Derrida », in Peter Brunette et David Wills [dir.], *Deconstruction and the Visual Arts. Art, Media, Architecture*, Cambridge University Press, 1994, p. 12 [traduction de l'auteur].

32. Voir Bradley Campbell et Jason Manning, *The Rise of Victimhood Culture. Microaggressions, Safe Spaces, and the New Culture Wars*, Palgrave Macmillan, 2018 [les passages de cet ouvrage cités dans cette note sont des traductions proposées par l'auteur].

La prolifération ces dernières années de fausses accusations et de *hate crime hoaxes* (« fausses accusations d'actes haineux ») sur les campus³³ est un fait social que ces auteurs ont interrogé. Il est une illustration de l'émergence de cette nouvelle culture. Or, une fois les mensonges évetés et les manipulations dévoilées, les conséquences sociales pour les semeurs de troubles s'avèrent minimes voire inexistantes³⁴, à condition que leurs canulars mettent une personne considérée « dominante » dans la position du bourreau et une personne considérée « dominée » dans celle de la victime. Ainsi, à titre d'exemple, après avoir admis en 2011 avoir fabriqué de toutes pièces son témoignage narrant une violence policière raciste commise à son égard, Jonathan Perkins, étudiant en droit de l'université de Virginie, a justifié sa calomnie par la volonté d'« attirer l'attention sur le sujet des bavures policières ». Dans le droit fil de la pensée woke, la valeur de la finalité – ici la justice sociale – suffit à justifier le recours à ce type de moyen. On notera que les policiers injustement accusés ne sont pas admis dans la catégorie des victimes.

La conclusion tirée par Manning et Campbell de ces événements est la suivante : « Si le statut de victime ne conférait aucun avantage, pourquoi tout cela se produirait-il ? Pourquoi quelqu'un prétendrait-il faussement être une victime s'il n'y avait aucun avantage à le faire ? Le fait qu'ils le fassent démontre que le statut de victime est en réalité une ressource sociale, une forme de statut³⁵. »

2. Promouvoir l'intervention de tierces personnes pour la gestion des griefs

L'approche conséquentialiste du wokisme fait qu'une manière de comprendre certains comportements d'étudiants sur les campus consiste à se demander ce qu'ils cherchent à accomplir. Quel est le but des fausses accusations, des discours sur les *safe spaces* (« espaces protégés ») et des microagressions ? Outre l'effet de générer de nouvelles victimes à partir de la définition de nouvelles oppressions, les attitudes de certains étudiants ont souvent comme conséquence d'obliger des tierces personnes à intervenir. La définition d'une « microagression » est donnée, notamment par Derald Wing Sue, qui a beaucoup contribué à faire connaître cette expression. Il s'agit d'« indignités verbales, comportementales et environnementales quotidiennes, brèves et banales, intentionnelles ou non, qui transmettent à la personne ou au

33. Voir Eric Owens, « Police say 28-year-old undergrad threatened herself with rape in Facebook hoax », *dailycaller.com*, 1^{er} mai 2013 [https://dailycaller.com/2013/05/01/police-say-28-year-old-undergrad-threatened-herself-with-rape-in-facebook-hoax/].

34. Voir Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 113.

35. *Ibid.*, p. 106.

groupe cible des invectives hostiles, désobligeantes ou négatives liées à la race, au sexe, à l'orientation sexuelle ou à la religion³⁶ ». Notons déjà que, contrairement à une agression, une microagression ne requiert aucune intention malveillante. Cela permet de classer potentiellement un nombre infini de comportements et de propos dans cette catégorie. Dire, par exemple, « all lives matter³⁷ » ou complimenter une femme pour ses chaussures³⁸ ont déjà été inscrits dans cette catégorie.

Les étudiants woke profitent du flou qui entoure la notion de microagression ainsi que les raisons pour lesquelles sa connotation serait jugée violente et dangereuse pour légitimer des interventions extérieures. Comme le rapportent Campbell et Manning : « Lorsque des personnes publient des comptes rendus de microagressions sur des sites Web ou qu'elles les signalent à des administrateurs de campus, elles exposent publiquement leurs griefs à des personnes qui, autrement, n'en auraient peut-être pas eu connaissance. Ce faisant, elles recrutent d'autres personnes pour se joindre au conflit. Et elles le font parfois dans le but déclaré d'obliger d'autres personnes à agir³⁹. »

Si un tort subi par une victime est perçu comme étant particulièrement fort (décrit par un terme qui contient le mot « agression », par exemple), la probabilité d'une intervention extérieure augmente. Même effet si le préjudice se répète sur une classe de personnes, telle qu'une minorité. Et si l'agression présumée est réputée émaner d'une logique « systémique », c'est-à-dire procéder de l'ensemble du système, alors l'intervention d'une tierce personne sera jugée obligatoire.

C'est ainsi qu'à l'université d'Exeter, en 2018, lorsqu'une discussion WhatsApp *privée* entre une poignée d'étudiants en droit contenant des blagues et des propos racistes a été révélée, certains y ont vu la preuve irréfutable que l'université tout entière souffrait de racisme⁴⁰. L'étudiant qui a dénoncé ses camarades sur Twitter et aux autorités universitaires déclarait : « L'université d'Exeter a un sérieux problème de racisme qu'elle doit régler de toute urgence et en établissant un précédent⁴¹. »

36. Cité in Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 3.

37. Voir Adam Nicholas Phillips, « #BlackLivesMatter: why we need to stop replying all lives matter », sojo.net, 4 décembre 2014 (<https://sojo.net/articles/blacklivesmatter-why-we-need-to-stop-replying-all-lives-matter>).

38. Voir Robert Shimshock, « UNC claims Christmas vacations, golf outings are microaggressions », campusreform.org, 24 juin 2016 (<https://www.campusreform.org/?ID=7751>).

39. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 41.

40. Pour les échanges entre les étudiants de l'université d'Exeter, voir https://twitter.com/armotavali/status/975814979147456512?ref_src=twsrc%5Etfw|twcamp%5Etweetembed|twterm%5E975814979147456512|twgr%5E|twcon%5Es1&ref_url=https%3A%2F%2Fthetab.com%2Fuk%2F2018%2F03%2F21%2Fevery-guy-is-in-a-version-of-exeters-racist-g.

41. Cité in Eleanor Busby, « Exeter University law students suspended over "racist" WhatsApp messages », independent.co.uk, 20 mars 2018 [traduction de l'auteur] (www.independent.co.uk/news/education/education-news/exeter-university-students-racist-whatsapp-suspended-facebook-law-society-investigation-a8264756.html).

Conformément à la culture de la victimisation, une intervention est ici explicitement souhaitée, et la fermeté de celle-ci se légitime par l'omniprésence apparente du tort. Deux jours plus tard, le groupe « Exeter Unmasked » organisait d'ailleurs une manifestation qui appelait aux témoignages de ceux qui auraient pu observer des propos ou actes racistes sur le campus, et les organisateurs affirmaient vouloir « mettre en évidence les problèmes systémiques plus larges qui ont provoqué ces commentaires », ainsi que leur volonté de « décoloniser » l'université⁴².

À la suite de cet incident, la réaction de l'université ne s'est pas fait attendre : la Bracton Law Society, dont faisaient partie les étudiants, a été dissoute, cinq élèves ont été exclus de l'université et la police s'en est même mêlée. Une fois ces mesures prises, l'étudiant qui avait déclenché l'affaire s'est réjoui publiquement du résultat. De plus, la bureaucratie universitaire d'Exeter a pu simultanément légitimer son utilité et étendre son influence, puisqu'une nouvelle Provost Commission a vu le jour depuis cet incident, avec pour ambition d'œuvrer pour « une communauté universitaire ouverte, diverse et sûre⁴³ ».

Outre la tendance à élargir l'étendue d'un tort ou d'en aggraver la portée, ceux qui baignent dans la culture de la victimisation cherchent généralement à imposer un cadre binaire auquel il est impossible d'échapper, ce qui a pour effet d'interdire aux simples passants une position de neutralité ou d'indifférence. Ici, un lien peut être tracé avec la pensée d'Ibrahim X. Kendi qui déclarait, en 2019, qu'« il n'y a pas de politique “non raciste” ou “neutre” », car, pour ce penseur woke, il n'y aurait que « raciste » face à « antiraciste⁴⁴ ». Ne souhaitant pas être jugé en position raciste, le spectateur non partisan se voit bien souvent contraint de prendre position et donc d'intervenir en faveur de la personne rangée dans la catégorie des « dominés ».

La stratégie pour encourager l'intervention de tierces personnes varie car les sources de légitimité de l'intervention elle-même peuvent varier. La foule tire la légitimité de son nombre, et il s'agira dans ce cas de pousser essentiellement les réseaux sociaux à se mobiliser, souvent à l'aide d'un hashtag producteur de viralité, pour mettre en évidence une injustice supposée et faire pression sur le bourreau présumé ou sur son employeur pour mettre fin à un contrat en cours. C'est en ce sens qu'il peut se révéler utile d'interpréter la *cancel culture* (« culture de l'annulation » ou « culture du bannissement ») comme une variante de plus de l'intervention d'une tierce partie, soit, ici,

42. Cité in Jamie Hawkins, « Rally to take place at Exeter University today after racism scandal », devonlive.com, 22 mars 2018 [traduction de l'auteur] (www.devonlive.com/news/local-news/rally-take-place-exeter-university-1370474).

43. Cité in Eleanor Busby, art. cit.

44. Cité in « Ibrahim X. Kendi says we are either being racist or antiracist, there is no middle ground », cbc.ca, 15 février 2019 [traduction de l'auteur] (www.cbc.ca/radio/outintheopen/ibram-x-kendi-says-we-are-either-being-racist-or-antiracist-there-is-no-middle-ground-1.5350278).

l'intervention de l'employeur sommé de rompre tous les liens contractuels, voire amicaux, avec son employé devenu « problématique ». Notons que les réseaux sociaux permettent de démultiplier le nombre de tierces personnes virtuelles qui peuvent potentiellement venir au secours d'hypothétiques victimes lors d'une dispute. De ce point de vue, on peut se demander si ce mouvement aurait pu éclore sans la présence des réseaux numériques.

Sur les campus, si l'attention des réseaux sociaux est presque toujours recherchée, l'objectif primordial reste l'intervention de l'administration – les deux sont d'ailleurs complémentaires, la pression d'un hashtag hâtant l'intrusion bureaucratique dans une altercation. Appâter une administration universitaire nécessite cependant une approche assez spécifique. Le fait de masquer des revendications en utilisant une justification perçue comme objective, souvent issue du domaine de la psychologie, semble être une approche particulièrement efficace. Comme le soulignent Campbell et Manning, « lorsqu'un groupe d'étudiants de Yale a exigé que les poètes blancs soient retirés du programme, ils n'ont pas formulé leur demande sous la forme d'une préférence ("Nous préférons lire des poètes non blancs") ni même sous la forme d'une question de vertu ("La diversité ethnique est une bonne chose"), mais plutôt en insistant sur le fait que les étudiants allaient en souffrir⁴⁵ ». De plus, lorsque l'on souhaite faire annuler la venue d'un conférencier, la méthode la plus efficace paraît résider dans la description de son discours comme une « mise en danger » des étudiants⁴⁶. C'est ici que l'intervention d'instances administratives vient tout naturellement se justifier par la volonté simple de *protéger* des élèves.

Le cas de l'université d'Exeter a révélé comment une intervention administrative a pu légitimer non seulement l'utilité de la bureaucratie existante mais également la création de nouvelles structures. Au vu de la croissance impressionnante de comités, de commissions et autres constructions bureaucratiques depuis quelques années dans les universités américaines⁴⁷, avec des postes souvent mieux rémunérés que ceux des professeurs⁴⁸, il paraît pertinent d'affirmer que ces structures sont particulièrement efficaces pour justifier leur propre existence et l'élargissement constant de leur domaine de compétence. Le wokisme est, à ce titre, une occasion propice pour ce faire.

45. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 86.

46. *Ibid.*

47. Voir Jon Marcus, « The Reason Behind Colleges' Ballooning Bureaucracies », theatlantic.com, 6 octobre 2016 (www.theatlantic.com/education/archive/2016/10/ballooning-bureaucracies-shrinking-checkbooks/503066/), ainsi que Greg Lukianoff, *Unlearning Liberty. Campus Censorship and the End of American Debate*, Encounter Books, 2014.

48. Voir Wendy McElroy, « Administrative Bloat on Campus: Academia Shrinks, Students Suffer », jamesgmartin.center, 6 juin 2017 (www.jamesgmartin.center/2017/06/administrative-bloat-campus-academia-shrinks-students-suffer/), ainsi que Andrea Vacchiano, « Colleges Pay Diversity Officers More Than Professors, Staff », dailysignal.com, 14 juillet 2017 (www.dailysignal.com/2017/07/14/colleges-pay-diversity-officers-more-than-professors-staff/).

3. Atomisation sociale et bureaucratisation des rapports sociaux

En toute logique, Campbell et Manning voient dans la présence d'une bureaucratie forte et étendue l'une des conditions de l'émergence de la culture de la victimisation. Cette bureaucratie sert d'autorité supérieure apparemment neutre pour régler les nombreux différends générés par cette culture morale. Ces structures sont aussi le fruit d'une atomisation sociale : on recourt à ces nouvelles normes juridiques pour compenser l'affaiblissement des anciens liens familiaux, communautaires ou religieux.

Cet affaiblissement des liens sociaux est la deuxième condition identifiée par Campbell et Manning. En effet, les interventions bureaucratiques et les foules, digitales ou réelles, deviennent nécessaires lorsque l'on n'est plus assuré d'avoir assez de partisans déjà acquis à sa cause. Les campagnes de communication victimaires n'ont aucun sens dans une société où les communautés sont fortes, car le soutien de son groupe d'appartenance y est garanti d'avance. Ces auteurs le résumant ainsi : « Les campagnes de soutien n'apparaissent pas là où la structure de la partisanerie favorise des alliés forts ou des ennemis forts, mais quelque part entre les deux, là où les tiers partis ne peuvent offrir qu'un soutien faible ou potentiel⁴⁹. » L'université contemporaine, où le corps étudiant change chaque année et vit souvent loin de sa famille, remplit parfaitement ce critère d'atomisation sociale⁵⁰.

Les étudiants qui prêchent cette culture de la victimisation sont presque toujours issus des classes sociales les plus aisées, et c'est un critère supplémentaire à prendre en compte. La corrélation entre revenus élevés des parents et comportements woke est indéniable⁵¹. Par exemple, une analyse de quatre-vingt-dix cas d'intervenants « désinvités » révèle que « l'étudiant moyen inscrit dans une université où les étudiants ont tenté de restreindre la liberté d'expression est issu d'une famille dont le revenu annuel est supérieur de 32 000 dollars à celui de l'étudiant moyen en Amérique⁵² ». Et comme la culture des « élites » a tendance à être imitée par ceux qui souhaiteraient en faire partie, celle-ci peut s'étendre progressivement à l'ensemble des classes sociales.

Une autre condition identifiée est la présence d'une diversité visible, quelle qu'elle soit. En effet, pour qu'il y ait une discrimination réelle ou apparente, il faut une base sur laquelle discriminer des oppresseurs et des

49. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 53.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. Richard Reeves et Dimitrios Halikias, « Illiberal Arts Colleges: Pay More, Get Less [Free Speech] », [www.realclearmarkets.com](https://www.realclearmarkets.com/articles/2017/03/14/illiberal_arts_colleges_pay_more_get_less_free_speech_102586.html), 14 mars 2017 [traduction de l'auteur] (www.realclearmarkets.com/articles/2017/03/14/illiberal_arts_colleges_pay_more_get_less_free_speech_102586.html).

opprimés bien définis et facilement identifiables⁵³. Là encore, les universités (américaines) remplissent ce critère. Campbell et Manning rappellent qu'« entre 1976 et 2008, le pourcentage d'élèves blancs est passé de 82 % à 63 %, tandis que les pourcentages d'élèves asiatiques, noirs et hispaniques ont augmenté⁵⁴ ». L'augmentation de la diversité sur les campus, loin d'être reconnue comme un progrès de la justice et de l'égalité, est l'une des conditions paradoxales de l'émergence de la revendication identitaire du wokisme. Selon ces auteurs, le dernier critère sociologique nécessaire pour l'émergence de la culture de la victimisation est un haut niveau d'égalité, illustrant à nouveau ce paradoxe tocquevillien : moins il y a de discriminations réelles, plus les protestations contre les discriminations résiduelles ou illusoire se multiplient.

III. LA PSYCHOLOGIE DU MILITANT WOKE

L'ouvrage qui traite de l'aspect psychologique de ces étudiants militants de la façon la plus détaillée à ce jour est celui des psychologues Greg Lukianoff et Jonathan Haidt, *The Coddling of the American Mind*, publié en 2018⁵⁵.

1. Une dérive éducative : surprotection et *safetyism*

Comme montré précédemment, l'immense majorité des étudiants woke ont des parents nettement plus aisés que la moyenne américaine. Lukianoff et Haidt se sont penchés sur l'éducation qu'ont reçue ces jeunes. Les parents des classes aisées ont tendance à surveiller leurs enfants bien plus que les parents des classes populaires. Dans les classes populaires, les parents laissent leurs enfants passer plus de temps avec leurs camarades, sans adultes. Ces enfants s'habituent donc à régler leurs différends tout seuls. Chez les enfants des classes aisées, l'érosion progressive du temps moyen de leurs instants de

53. Une difficulté dans l'établissement rigoureux de ce critère est que les militants woke, comme en témoignent la popularité des *disability* ou *fat studies*, sont particulièrement compétents pour « créer » de la « diversité ». Ainsi, des personnes qui se diagnostiquent elles-mêmes comme étant autistes peuvent se déclarer en dehors de la norme et réclamer une discrimination positive à leur égard. Les axes d'oppression au sein du schéma intersectionnel s'avérant jusqu'ici illimités, la « diversité » se révèle elle aussi potentiellement sans fin. Cependant, le sujet de l'oppression raciale étant un des plus chronophages pour les militants, et la diversité ethnique étant l'une des plus faciles à mesurer avec certitude, ce critère de diversité se révèle particulièrement puissant.

54. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 62.

55. Greg Lukianoff et Jonathan Haidt, *The Coddling of the American Mind. How Good Intentions and Bad Ideas Are Setting Up a Generation for Failure*, Penguin Press, 2018 [les passages de cet ouvrage cités dans cette note sont des traductions proposées par l'auteur].

jeu libre⁵⁶ empêcherait le bon développement de l'enfant, un fait montré notamment dans les travaux du psychologue Jean Piaget⁵⁷. Manquant ces moments cruciaux, l'enfant garderait, une fois adolescent et jeune adulte, le besoin de régler ses désaccords avec ses semblables par le recours à une intervention extérieure, souvent issue d'une autorité formelle.

L'économiste Steven Horwitz en tire les conclusions suivantes : « Les approches parentales et les lois qui font qu'il est plus difficile pour les enfants de jouer seuls constituent une menace sérieuse pour les sociétés libérales, car elles modifient notre disposition normale à "trouver une solution à un conflit par soi-même" en une disposition à "faire appel à la force et/ou à des tiers dès qu'un conflit survient"⁵⁸. » Sous cet angle, la bureaucratie universitaire omniprésente vient remplacer l'attention excessive des parents des enfants issus des classes aisées.

En d'autres termes, les *helicopter parents*, ces parents qui surveillent en permanence leurs enfants, génèrent des *helicopter bureaucracies*, et la surprotection de l'enfant devient la surprotection de l'étudiant dans le monde universitaire. Cette surprotection a ainsi généré une fragilité, et cette fragilité entraîne une demande de surprotection. La surprotection est donc un processus qui s'autoalimente. Sans surprise, la culture forgée par ces jeunes sacralise la protection, et se voit qualifiée par ces deux psychologues de *safetyism*, terme que l'on pourrait traduire par « protectionnisme ». Lukianoff et Haidt rapportent qu'en 2017 « 58 % des étudiants universitaires ont déclaré qu'il était "important de faire partie d'une communauté universitaire où [ils ne sont pas exposés] à des idées contrariantes et offensantes"⁵⁹ ». Cette culture de la protection pousse paradoxalement à accepter l'usage de la violence contre ceux qui ne la respectent pas. Ainsi, dans une enquête d'opinion réalisée la même année, on apprend que si seulement 1 % des étudiants se disent prêts à recourir à la violence pour empêcher quelqu'un de s'exprimer sur le campus, 20 à 30 % d'entre eux toléreraient que quelqu'un d'autre le fasse à leur place. Ces dernières années, les nombreux cas où des conférenciers américains non woke ont été violemment chahutés ou attaqués par des étudiants ont souvent été présentés comme des actes relevant de la légitime défense⁶⁰.

56. Voir à ce sujet la démonstration de Nadia Daam, « Comment nous sommes devenus les Big Brother de nos enfants », slate.fr, 3 octobre 2014 [http://www.slate.fr/story/92831/enfants-sortir]. Cette question était déjà un sujet d'inquiétude soulevé par Christopher Lasch dans son livre *La Culture du Narcissisme* [1979], Flammarion, coll. « Champs essais », 2008, qui déplorait le « déclin de l'esprit de jeu ».

57. Voir, notamment, Jean Piaget, *La Formation du symbole chez l'enfant. Imitation, jeu et rêve, image et représentation*, Delachaux & Niestlé, 8e éd., 1978.

58. Steven Horwitz, « Cooperation over Coercion: The Importance of Unsupervised Childhood Play for Democracy and Liberalism », *Cosmos + Taxis*, vol. 3, n° 1, 2015, p. 10 [https://cosmosandtaxis.files.wordpress.com/2015/11/ct_vol3_iss1-2.pdf].

59. Greg Lukianoff et Jonathan Haidt, *op. cit.*, p. 48.

60. *Ibid.*, p. 94-95.

2. La psychologisation des griefs

En reformulant leurs griefs en termes psychologiques, les étudiants aident les bureaucraties universitaires à légitimer plus aisément leurs interventions. Le concept de *trigger warning*, par exemple, relève du domaine psychologique. Ce terme fait référence aux « effets du syndrome de stress post-traumatique (SSPT), un état mental dans lequel les personnes ayant vécu des situations extrêmes peuvent ressentir ultérieurement des symptômes tels que des crises de panique et des flash-back dans lesquels elles revivent des aspects de l'événement traumatique. Un élément déclencheur [*trigger*] devient n'importe quelle expérience qui produit ces symptômes⁶¹ ». Un ancien soldat traumatisé, par exemple, peut ainsi subir une crise de SSPT après avoir regardé un film de guerre. Anticiper qu'une scène de film, qu'un passage de livre ou qu'un mot qui apparaît est susceptible d'être *triggering* (« déclencheur ») permet temporairement d'éviter une crise, mais il arrive que des *trigger warnings* se voient eux-mêmes qualifiés de *trigger warnings* de par leur faculté à générer du stress chez certains sujets.

Parfaitement compréhensible lorsqu'il s'applique à des soldats traumatisés, ce concept a subi, comme nombre d'autres, un élargissement de son champ d'application qui le rend difficilement définissable. Ainsi, Prime Video utilise un *trigger warning* pour informer ses auditeurs qu'un épisode de *Mad Men* comporte un *blackface*⁶². De la même manière, *Les Métamorphoses* d'Ovide ou encore *Gatsby le Magnifique* de Francis Scott Fitzgerald se voient attribuer des *trigger warnings*⁶³. Cette évolution est qualifiée par Nick Haslam de *concept creep*⁶⁴, expression que l'on pourrait traduire par « glissement conceptuel ». À titre d'exemple, sur les campus le terme « sécurité » en est venu à inclure ces dernières années la notion de « sécurité émotionnelle⁶⁵ » et un étudiant qui ne se verrait pas désigné par les bons pronoms (il, elle, le, la, « ie » pour les « non binaires »...) pendant un cours peut désormais se dire « en danger⁶⁶ ». Le concept de « traumatisme » est un autre exemple : initialement très strict, réduit, et rigoureux avant les années 1980, son sens a progressivement glissé pour recouvrir des notions subjectives. Pour Haslam, les concepts peuvent glisser à la fois *verticalement*, pour se mettre à englober des situations moins sévères, et *horizontalement*, pour inclure des phénomènes reliés mais distincts. Cependant, il ne faut pas oublier qu'ils gardent encore une partie de leur légitimité initiale ainsi que leur apparence d'objectivité, qui est cruciale, devenant de fait des armes lexicales redoutables.

61. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 75.

62. Voir Rosy Cordero, « Mad Men finds new streaming home, and it'll debut with a blackface warning », *ew.com*, 1^{er} juillet 2020 [https://ew.com/tv/mad-men-amazon-blackface-warning/].

63. Voir Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 76.

64. Voir Nick Haslam, « Concept Creep: Psychology's Expanding Concepts of Harm and Pathology », *Psychological Inquiry*, vol. 27, n° 1, février 2016, p. 1-17 [https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1047840X.2016.1082418?journalCode=hpli20]. Cité in *The Coddling of the American mind*, *op. cit.*

65. Jonathan Haidt et Greg Lukianoff, *op. cit.*, p. 24.

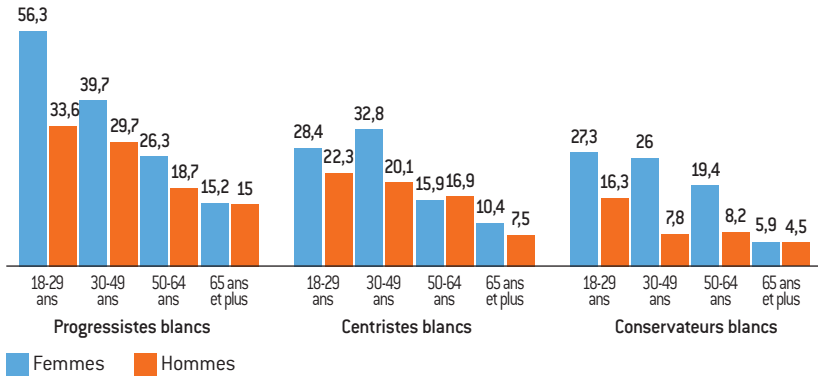
66. *Ibid.*, p. 25.

3. Exposition aux écrans, troubles psychologiques et wokisme

Ce serait cependant faire fausse route que de réduire l'utilisation de concepts psychologiques à une simple stratégie qui chercherait à favoriser l'intervention de la bureaucratie universitaire. Tout porte à croire en effet que les liens entre troubles psychologiques et wokisme sont nombreux. Lukianoff et Haidt notent que le début de la banalisation des comportements woke sur les campus, en 2013, coïncide avec l'année où la « iGen » (1995+) arrive dans les universités. Cette génération se définit par le fait d'être la première à grandir dans le monde des réseaux sociaux et des écrans omniprésents. Ce bouleversement a eu un impact négatif disproportionné sur les jeunes filles, qui tombent beaucoup plus facilement en dépression depuis l'arrivée des réseaux sociaux (en 2018, une femme sur sept sur les campus américains pensait souffrir d'un trouble psychologique). De plus, « par rapport au début des années 2000, près de deux fois plus d'adolescentes mettent fin à leurs jours⁶⁷ ». Le graphique ci-dessous montre qu'être Américain blanc, progressiste (*liberal*), jeune et de sexe féminin sont autant de critères qui peuvent potentiellement amener à souffrir d'un trouble psychologique.

Question : « Est-ce qu'un docteur ou un autre prestataire de soins de santé vous a-t-il déjà dit que vous souffriez d'un trouble mental ? »

Réponse : « oui »



Source : Pew American Trends Panel, vague 65 (19-24 mars 2020).

67. *Ibid.*, p. 150.

On pourrait être tenté d'expliquer l'écart entre les « progressistes⁶⁸ » et les « conservateurs » par l'hypothèse qu'une éducation de gauche porte davantage à admettre ses soucis psychologiques et à chercher à les traiter plutôt que de les garder pour soi, mais la terrible statistique concernant les suicides parmi les jeunes filles n'est pas cohérente avec ce type d'explication. De plus, cette hypothèse n'expliquerait pas non plus le clivage de genre très marqué au sein des jeunes générations.

Les personnes déprimées et les militants woke partagent également des façons de raisonner. Les dix-sept « distorsions cognitives » (ou « biais cognitifs ») énumérées par Lukianoff et Haidt, que l'on retrouve régulièrement chez les sujets qui souffrent de dépression, sont parfois ouvertement encouragées par les concepts et militants woke. La tendance à généraliser, à « percevoir un *pattern* global négatif à partir d'un seul incident⁶⁹ », se retrouve dans leur volonté de partir d'événements particuliers – comme un groupe WhatsApp raciste – pour en déduire hâtivement une réalité générale néfaste. Le désir de penser en termes binaires en fait également partie, ainsi que la volonté de « filtrer négativement » (*negative filtering*), c'est-à-dire se concentrer presque exclusivement sur les réalités négatives sans remarquer celles qui sont positives. Si certaines de ces descriptions peuvent se rapporter à des militants de tous bords, le militant woke remplit trop bien les critères pour que la corrélation n'interpelle pas.

Est-ce la pensée woke qui favorise ce genre de troubles, ou bien ces troubles poussent-ils à « penser woke » ? Comme le font remarquer Manning et Campbell, il est indéniable que les campagnes très visibles et bruyantes – dans la logique consistant à empêcher l'« invisibilisation » des minorités par le système du pouvoir en place – autour des microagressions sur les campus poussent les étudiants à pratiquer nombre de ces distorsions cognitives. Pour Lindsay et Pluckrose, les « trois grandes contrevérités » de la pensée woke telles qu'énumérées par Lukianoff et Haidt – « Tout ce qui ne te fait pas mourir te rend plus faible⁷⁰ », « Fais toujours confiance à tes sentiments », « La vie est un combat entre des gentils et des méchants » – risquent de favoriser une mentalité négative, paranoïaque et autodestructrice⁷¹.

68. Si tous les *liberals* [synonyme de « de gauche » ou « progressiste » pour les Américains] ne sont certainement pas woke – distinction qui sera creusée dans le second volume de notre note –, le fait que le sondage n'offre que ces trois options a certainement dû pousser la quasi-totalité des woke à se classer eux-mêmes parmi les *liberals*. On les imagine en effet difficilement se traiter de *moderate* ou de *conservative*.

69. Jonathan Haidt et Greg Lukianoff, *op. cit.*, p. 277.

70. Cette phrase vise bien évidemment à renverser la célèbre phrase de Nietzsche, « Ce qui ne me fait pas mourir me rend plus fort » [*Le Crépuscule des idoles*, trad. Henri Albert, partie « Maximes et flèches », §8, in *Œuvres*, t. II, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1993, p. 950], afin de parodier leur désir de surprotection.

71. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 132.

IV. LES CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES DU WOKISME

En se penchant sur les conséquences que peut avoir l'idéologie woke sur les individus qui y adhèrent, on se rend compte rapidement que ces derniers sont exposés au risque de se radicaliser et de s'enfermer progressivement dans leurs certitudes.

1. Accentuation des troubles psychologiques

Les *disability studies*, qui perçoivent les troubles mentaux comme une identité minoritaire qu'il faudrait célébrer, encouragent parfois leurs adeptes à ne pas se soigner. Comme le notent Pluckrose et Lindsay, « la tentation peut être grande de devenir plus handicapé plutôt que moins handicapé et de se concentrer de manière excessive sur son handicap. Cela est particulièrement troublant si les personnes peuvent s'auto-identifier comme handicapées sans diagnostic professionnel ni soins médicaux⁷² ».

Ainsi, en cohérence avec leur relativisme scientifique qui réduit l'avis de la science à une construction sociale en faveur des puissants, ces personnes s'encouragent mutuellement à se diagnostiquer elles-mêmes. En écrivant « autodiag » dans la barre de recherche Twitter, les nombreux résultats de comptes qui affichent ce terme dans leur titre ou leur description en France indiquent que ce phénomène est en pleine croissance et qu'il touche vraisemblablement une nouvelle fois principalement des jeunes femmes, un exemple supplémentaire de l'engagement plus élevé des jeunes femmes dans le wokisme.

En 2015, les psychologues Greg Lukianoff et Jonathan Haidt soulignaient le fait que la généralisation du thème des micro-agressions encourage les distorsions cognitives qui sont des causes de dépressions et d'anxiété⁷³. Ceux qui pratiquent les thérapies comportementales et cognitives (*cognitive behavioural therapy* ou CBT) cherchent à soigner leurs patients en leur apprenant à identifier ces distorsions et à les corriger, soit l'exact inverse de ce que fait le wokisme. Campbell et Manning font remarquer que « le fait d'amplifier les petites offenses, d'examiner les conceptions et les représentations afin d'identifier des pensées dont même les oppresseurs ne sont pas conscients, et d'étiqueter ces derniers comme des agresseurs fait partie intégrante du programme de micro-agressions, lequel peut nuire à la santé mentale⁷⁴ ».

72. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 171.

73. Greg Lukianoff et Jonathan Haidt, « The Coddling of the American Mind », theatlantic.com, septembre 2015 [www.theatlantic.com/magazine/archive/2015/09/the-coddling-of-the-american-mind/399356/].

74. Bradley Campbell et Jason Manning, *op. cit.*, p. 9.

Le processus est le même pour les *trigger warnings*. Pour Lukianoff et Haidt, « éviter les déclencheurs [*trigger*] est un symptôme du SSPT [syndrome de stress post-traumatique] et non un traitement⁷⁵ ». Une étude publiée en 2018 indique que les *trigger warnings* pourraient être contre-productifs dans certains cas et qu'ils « peuvent, par inadvertance, saper certains aspects de la résilience émotionnelle » et « augmenter l'anxiété vis-à-vis de textes perçus comme dangereux⁷⁶ ».

Que ce soit pour la banalisation des micro-agressions ou pour celle des *trigger warnings*, ces processus (au même titre que la surprotection qui génère plus de fragilité et donc intensifie le besoin de protection) ont donc tendance à s'autoalimenter. De ce point de vue, il paraît psychologiquement difficile pour un jeune qui adhère au wokisme d'en sortir.

2. Un complotisme favorisant l'intolérance aux désaccords

Cette réalité est accentuée par l'aspect complotiste du wokisme. Dans l'esprit de certains penseurs des *disability studies*, c'est « le système » qui fait que l'on perçoit les troubles psychologiques comme étant « anormaux » et qui véhicule des idées néfastes. Une activiste affirme ainsi : « Je ne crois pas qu'il faille donner le pouvoir au complexe médico-industriel et à son monopole de définir et de déterminer qui est considéré comme autiste et qui ne l'est pas⁷⁷. » Cette logique « systémique » s'avère omniprésente dans le logiciel woke. Pierre-André Taguieff, par exemple, souligne la déresponsabilisation que permet cette manière de penser car l'individu est poussé à externaliser ses échecs afin de les mettre sur le dos « du système » : « La responsabilité individuelle est évacuée : c'est "le système" qui dirige tout, les pensées, les sentiments et les actions des individus, simples marionnettes⁷⁸. » Pour Pluckrose et Lindsay, le wokisme serait plus précisément « une théorie du complot sans conspirateurs particuliers », en raison de cette perception d'une société régie par des relations de pouvoir qui se perpétuent par des discours présents à tous les niveaux⁷⁹.

75. Greg Lukianoff et Jonathan Haidt, *The Coddling of the American Mind. How Good Intentions and Bad Ideas Are Setting Up a Generation for Failure*, Penguin Press, 2018 [les passages de cet ouvrage cités dans cette note sont des traductions proposées par l'auteur], p. 29.

76. Benjamin W. Bellet, Payton J. Jones, Richard J. McNally, « Trigger warning: Empirical evidence ahead », *Journal of Behavior Therapy and Experimental Psychiatry*, vol. 61, décembre 2018, p. 134 [traductions de l'auteur].

77. Lydia X. Z. Brown, cité in Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 169.

78. Pierre-André Taguieff, *L'Imposture décoloniale. Science imaginaire et pseudo-antiracisme*, Éditions de l'Observatoire, 2020, p. 272.

79. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 46.

Comme dans tout complotisme, la possibilité d'un désaccord bienveillant et étayé est d'avance régulièrement désactivée. Le « dominant » qui n'est pas d'accord est considéré comme ignorant et naïf, car il a grandi et vécu dans des sociétés occidentales jugées évidemment racistes et sexistes, et tel le poisson qui ne perçoit pas l'eau dans laquelle il baigne, il serait incapable de percevoir le mal dont il est issu et qu'il propage malgré lui. Dans les cas plus sévères, ses paroles seront perçues et réduites à des stratégies pour conserver son monopole dans les sphères du pouvoir. C'est en ce sens qu'il faut interpréter la « psychiatrisation » ou la « pathologisation » du désaccord décrite par l'essayiste Mathieu Bock-Côté⁸⁰ que l'on peut observer avec la prolifération des attaques verbales suffixées en « phobe ».

Face à une théorie woke, un membre des « dominés » qui affiche son désaccord sera quant à lui accusé de souffrir d'une forme de syndrome de Stockholm ou alors d'avoir *intériorisé* les dogmes du système en place au point de ne plus pouvoir s'en défaire. Ainsi, une femme qui sera en désaccord avec une théorie woke souffrira probablement d'*internalised misogyny*, tout comme un noir non woke aura intégré le racisme de la classe dominante. Ici, l'argument valide et le *ad hominem* se confondent et, partout où il se tournera, le woke ne verra que des confirmations de ses théories.

3. Théories infalsifiables, biais de confirmation et raisonnements circulaires

Là encore, comme dans toute théorie aux raisonnements complotistes, le wokisme s'avère souvent infalsifiable. Par exemple, lorsqu'un blanc se voit accusé de « fragilité blanche » – concept promu par Robin DiAngelo – et réagit en conséquence avec « une manifestation extérieure d'émotions telles que la colère, la peur et la culpabilité, et des comportements tels que le fait d'argumenter, de rester silencieux, et le fait de quitter la situation stressante », c'est qu'il en souffre bel et bien⁸¹. Qu'il parle ou se taise, il est donc impossible pour un blanc d'échapper à l'accusation.

De manière similaire, la militante racialement Ally Henny proposait sur Facebook un test de dépistage pour que chacun puisse sonder sa propre « fragilité blanche » à travers seize questions, parmi lesquelles : « Est-ce que j'attends des excuses lorsque je trouve que j'ai été accusée injustement de racisme ? », ou encore : « Ai-je besoin de prouver que je ne suis pas raciste ? ». Selon elle, « si vous avez répondu oui à n'importe laquelle des questions précédentes, vous présentez des traces de fragilité blanche⁸² ».

80. Mathieu Bock-Côté, « Marcel Gauchet : retour sur un "procès en sorcellerie" », *Le Figaro*, 12 août 2014, [<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/2014/08/12/31006-20140812ARTFIG00275-marcel-gauchet-retour-sur-un-proces-en-sorcellerie.php>].

81. Robin DiAngelo, citée in Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 205.

82. Citée in Mathieu Bock-Côté, *La Révolution racialement*, Presses de la Cité, 2021, p. 128.

Comme le font remarquer Pluckrose et Lindsay, « tout sentiment négatif à l'égard d'un profilage racial et le fait d'être tenu pour responsable d'une société raciste est considéré comme un signe de "fragilité" et comme une preuve de complicité – voire de collusion – avec le racisme⁸³ ». En d'autres termes, le fait de réagir négativement à une catégorisation insultante serait *en soi* une preuve que la catégorisation visait juste.

Une fois de plus, cette théorie du racisme ne nécessite pas de racistes particuliers. Ainsi, l'individu sincère qui se poserait la question « Suis-je raciste ? » ne peut pas se contenter de ne pas avoir commis d'actes racistes pour répondre par la négative ; il se pourrait qu'il ait *malgré lui* contribué à alimenter un système qui l'est, et être ainsi complice – voire coupable – de racisme. Lors d'une conférence, en 2019, il a ainsi été demandé à Ibrahim X. Kendi, penseur particulièrement réputé chez les woke, de définir le racisme : « Je définirais le racisme, a-t-il répondu, comme un ensemble de politiques racistes qui conduisent à l'inégalité raciale et qui sont fondées sur des idées racistes⁸⁴. » Cette définition, qu'il n'hésite pas à répéter une seconde fois à l'identique, est parfaitement circulaire.

Une des prémisses indiscutables chez les penseurs de la *Critical Race Theory* que défend Kendi est que, quelle que soit la situation donnée, du racisme a bien eu lieu. En 2015, plusieurs chercheuses woke (parmi lesquelles Robin DiAngelo) affirmaient ainsi : « La question n'est pas "Est-ce que du racisme a eu lieu ?", mais bien "Comment le racisme s'est-il manifesté dans cette situation ?"⁸⁵ » Une fois cette prémisse établie – et, au fur et à mesure que celle-ci apparaîtra comme une évidence, elle ne sera logiquement même plus mentionnée –, il s'agira donc de déterminer *comment* le racisme a eu lieu dans une situation donnée. S'est-il manifesté par un mot, un regard, un ton, un objet ? Dans ce domaine, activistes, journalistes et chercheurs – leur survie académique, médiatique et financière en dépend – redoublent de créativité. Cela permet, par exemple, au journaliste britannique Andrew Doyle, qui a créé le personnage satirique Titania McGrath sur Twitter, de s'amuser à compiler toutes les différentes choses qui ont déjà été cataloguées comme étant « racistes » (ou comme fruits d'un système raciste). Parmi la liste de cent quarante-quatre choses, on y retrouve : le poisson, le changement climatique ou encore les céréales⁸⁶. Une fois les résultats « découverts », la conclusion rejoindra et renforcera la prémisse dans un espace argumentatif parfaitement clos : du racisme a bien eu lieu. L'individu qui adhère à ces théories a donc, une fois de plus, peu de chances de pouvoir s'en extirper.

83. Helen Pluckrose et James Lindsay, *op. cit.*, p. 205.

84. Débat « How to be an Antiracist », *Aspen Ideas Festival*, 26 juin 2019 (www.aspenideas.org/sessions/how-to-be-an-antiracist).

85. Voir Heather Bruce, Robin DiAngelo, Gyda Swaney (Salish) et Amie Thurber, *Between Principles and Practice: Tensions in Anti-Racist Education*, Race and Pedagogy National Conference, University of Puget Sound, septembre 2014 (https://soundideas.pugetsound.edu/race_pedagogy/23/).

86. Voir <https://twitter.com/TitaniaMcGrath/status/1281023987242487808?s=20>.



Pierre VALENTIN

L'IDÉOLOGIE WOKE

2 FACE AU WOKISME

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juillet 2021



Avril 2016

LES ZADISTES (1) : UN NOUVEL ANTICAPITALISME

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Eddy FOUGIER

Avril 2016

LES ZADISTES (2) : LA TENTATION DE LA VIOLENCE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Eddy FOUGIER

Juillet 2011

CONTESTER LES TECHNOSCIENCES : LEURS RÉSEAUX

www.fondapol.org

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

Sylvain BOULOUQUE

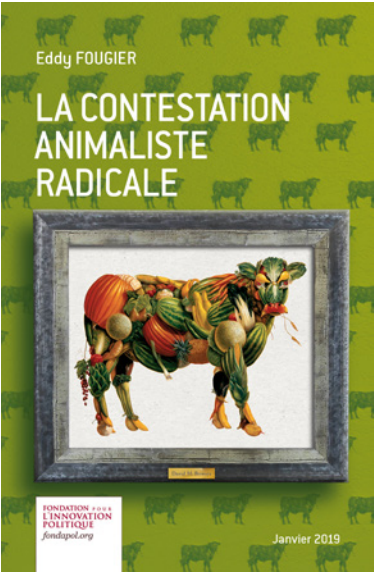
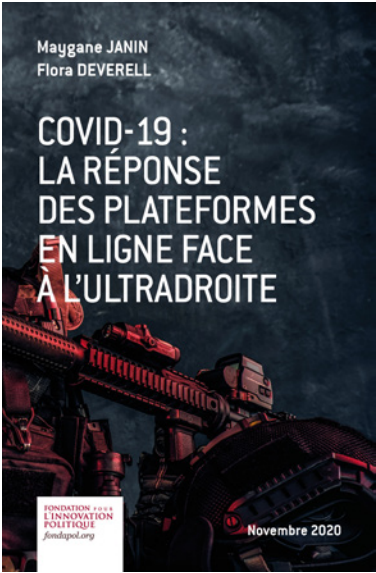
Juillet 2011

CONTESTER LES TECHNOSCIENCES : LEURS RAISONS

www.fondapol.org

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

Eddy FOUGIER



NOS PUBLICATIONS

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 64 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élixa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 74 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 74 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères,
septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)**Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)**Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages**La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »**

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères,
janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2)***Comprendre le retour de l'institution religieuse***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1)***Récuser le déni***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,***Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins***

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions

Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

- L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)*
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages
- L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)*
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages
- L'Italie aux urnes*
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages
- L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous*
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages
- L'innovation à l'ère du bien commun*
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages
- Libérer l'islam de l'islamisme*
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages
- Gouverner le religieux dans un état laïc*
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages
- Innovation politique 2017 (tome 2)*
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages
- Innovation politique 2017 (tome 1)*
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages
- Une « norme intelligente » au service de la réforme*
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages
- Autriche : virage à droite*
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages
- Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage*
Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages
- Où va la démocratie ?*
Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages
- Violence antisémite en Europe 2005-2015*
Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages
- Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne*
Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages
- Marché du travail : pour la réforme !*
Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages
- Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie*
Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages
- Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés*
Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages
- France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances*
Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages
- Dette publique : la mesurer, la réduire*
Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages
- Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière*
Julien Damon, avril 2017, 52 pages
- Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle*
Olivier Faron, avril 2017, 48 pages
- Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée*
Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [2]

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [1]

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile [2] : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile [1] : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française [XX^e siècle]

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française [XIX^e siècle]

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

- La concurrence au défi du numérique***
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages
- Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité***
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages
- Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle***
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages
- La blockchain, ou la confiance distribuée***
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages
- La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)***
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages
- Gouverner pour réformer : éléments de méthode***
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages
- Les zadistes (2) : la tentation de la violence***
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme***
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés***
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages
- Régionales (1) : vote FN et attentats***
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages
- Un droit pour l'innovation et la croissance***
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages
- Le lobbying : outil démocratique***
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages
- Valeurs d'islam***
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès,
PUF, janvier 2016, 432 pages
- Chiïtes et sunnites : paix impossible ?***
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages
- Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme***
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages
- Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels***
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages
- L'opinion européenne en 2015***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages
- La noopolitique : le pouvoir de la connaissance***
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages
- Innovation politique 2015***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages
- Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant***
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois***
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- PME : nouveaux modes de financement***
Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

- Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route*
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale*
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages
- Crise de la conscience arabo-musulmane*
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages
- Départementales de mars 2015 (3) : le second tour*
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages
- Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour*
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages
- Départementales de mars 2015 (1) : le contexte*
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages
- Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »*
Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages
- Politique économique : l'enjeu franco-allemand*
Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages
- Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain*
François Bazin, juin 2015, 48 pages
- Économie de la connaissance*
Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages
- Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique*
Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages
- Unir pour agir : un programme pour la croissance*
Alain Madelin, mai 2015, 52 pages
- Nouvelle entreprise et valeur humaine*
Francis Mer, avril 2015, 32 pages
- Les transports et le financement de la mobilité*
Yves Crozet, avril 2015, 32 pages
- Numérique et mobilité : impacts et synergies*
Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages
- Islam et démocratie : face à la modernité*
Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages
- Islam et démocratie : les fondements*
Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages
- Les femmes et l'islam : une vision réformiste*
Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages
- Éducation et islam*
Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages
- Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?*
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages
- L'islam et les valeurs de la République*
Saad Khiari, février 2015, 44 pages
- Islam et contrat social*
Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages
- Le soufisme : spiritualité et citoyenneté*
Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerouguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

- Youth and Sustainable Development***
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***
Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***
Julien Damon, mai 2012, 40 pages
- Libérer le financement de l'économie***
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social***
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'opinion européenne en 2012***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées***
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe***
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation***
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?***
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser***
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin***
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages
- 12 idées pour 2012***
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement***
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions***
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008***
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages
- La responsabilité***
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages
- Le vote des classes moyennes***
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages
- La compétitivité par la qualité***
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde
Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party
Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas
Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux
Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur
Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?
Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises
Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable
Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles
Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche
Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat
Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro
Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde
Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011
Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0
Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie
Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique
Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple
Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital
Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien
Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011
Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire
Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne
Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence
David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne
Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne
Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark
Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?
Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie
Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande
Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique
Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable
Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole
Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?
Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste
Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat
Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne
David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions
Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution
Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française
Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?
Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre
Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique
Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

L'IDÉOLOGIE WOKE

1. ANATOMIE DU WOKISME

Par Pierre VALENTIN

Le début des années 2010 a vu surgir un phénomène qui s'est lui-même nommé « woke ». Être « woke » signifie être « éveillé ». Il s'agit ici d'être éveillé aux injustices que subissent les minorités dans les pays occidentaux. Par certains aspects, cette idéologie procède du postmodernisme. Elle connaît une forte progression. L'émergence de cette nouvelle culture morale, dans laquelle le statut de victime devient une ressource sociale, requiert certaines conditions, parmi lesquelles on trouve, notamment, une atomisation sociale et un niveau de diversité ethnique et sexuelle élevé. La bureaucratisation et la juridisation de la société jouent également comme des facteurs essentiels, assurant la reconnaissance de ce statut de victime par des tiers détenteurs de l'autorité et permettant d'imposer un véritable « ordre woke ».

Ces conditions sont toutes plus ou moins présentes dans les sociétés occidentales mais plus particulièrement sur le campus des universités américaines, là où le « wokisme » y est le plus influent. Le plus souvent, les militants sont issus de familles aisées. Enfants, ils ont connu de trop brefs moments de jeu libre et sans surveillance. Adultes, ils peinent à se débarrasser de l'habitude prise consistant à rechercher une autorité instituée en cas de conflit avec une autre personne au lieu de le régler directement eux-mêmes. L'une des conséquences est la croissance d'une bureaucratie universitaire chargée de poursuivre et de prolonger cet état de surprotection.

Certains observateurs parient sur le fait que ce mouvement, porté essentiellement par des jeunes, reste circonscrit aux universités américaines. Cependant, force est de constater qu'il progresse rapidement, à la fois à l'extérieur des campus et en dehors des États-Unis.

Edvard Munch, *Eye in Eye*, 1899–1900.

Les médias

fondapol.tv

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



978 2 36408 258 8

ISBN : 978-2-36408-258-8

5€